

A Bruxelles, des milliers de demandeurs d'asile abandonnés à la rue

Les structures d'accueil étant saturées, 2 000 à 3 000 migrants dorment dehors en plein hiver. Une situation jamais vue dans la capitale belge

BRUXELLES - correspondant

Il sont Afghans, Syriens, Palestiniens, Erythréens, adultes et enfants, hommes et femmes. De 2 000 à 3 000, selon diverses ONG, qui dorment en plein hiver dans de petites tentes ou sur des cartons, dans les couloirs des gares, des galeries commerciales, des squats ou à deux

pas du marché de Noël de Bruxelles. Du jamais-vu en Belgique, un pays qui avait accompli un effort considérable en 2015, mobilisant jusqu'aux ressources de l'armée pour accueillir des Syriens fuyant la guerre. Il a aussi offert une « protection temporaire » à quelque 60 000 Ukrainiens depuis le début du conflit qui ravage leur pays. Le gouvernement se dit

toutefois incapable, aujourd'hui, de trouver des solutions pour ces nouveaux demandeurs d'asile. « L'équipe [du premier ministre] Alexander De Croo, centrée sur d'autres problèmes, est la première à avoir banalisé une situation où, pendant plusieurs nuits de gel, la semaine dernière, des gens ont dû dormir dehors », explique un élu municipal qui préfère conserver l'anonymat: son parti, le Parti socialiste (PS), est membre de la coalition fédérale.

Récemment, Catherine Moureaux, la bourgmestre PS de Molenbeek, a, elle, indiqué son refus de voir un centre d'accueil temporaire devenir permanent pour abriter 600 personnes. La municipalité, l'une des plus pauvres et des plus densément peuplées du pays, a offert un abri de fortune à des migrants regroupés sous un pont mais refuse d'en faire davantage. M^{me} Moureaux chiffre à 7 000 le nombre de sans-abri qui devraient être pris en charge par Fedasil, l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile, apparemment débordée. « C'est une honte, c'est un vrai problème d'Etat de droit », expliquait-elle, le 15 décembre, désignant « la scène politique flamande », et, singulièrement, la secrétaire d'Etat à l'asile et la migration, Nicole de Moor, comme les responsables du pourrissement de la situation.

M^{me} de Moor, une chrétienne-démocrate flamande, membre du parti CD&V, en chute libre face à la droite nationaliste et l'extrême

droite xénophobe, affirme qu'un plan de répartition des demandeurs sur 90 communes du royaume existe. Il n'est apparemment pas appliqué, la plupart des migrants restant concentrés dans la capitale, où les services manquent de personnels pour les accueillir et traiter leur dossier. M^{me} de Moor affirme, par ailleurs, que l'on ne peut plus trouver de places d'accueil.

Relative indifférence

De quoi mettre en colère les acteurs de terrain et les avocats, qui exigent le respect du droit d'asile et ont obtenu, depuis le début de cette nouvelle crise, 7 000 condamnations de l'Etat par les tribunaux, mais aussi les partis de la majorité. La formation écologiste flamande Groen réclame ainsi la démission de la secrétaire d'Etat, et son alliée francophone, Ecolo, demande la répartition urgente des demandeurs dans le pays. Paul Magnette, président du PS francophone, déplorait, quant à lui, le 15 décembre, dans le journal *Le Soir*, que la secrétaire d'Etat « fasse croire que tout est lié à un manque

de place ». Il ajoutait : « La vérité est que les formations flamandes et le Mouvement réformateur [droite libérale francophone] ne veulent pas résoudre le problème. »

Si le gouvernement du libéral Charles Michel est tombé, en 2018, suite à ses divisions au sujet de l'approbation du « pacte de Marrakech » sur la migration et si le PS a menacé, en 2021, de quitter la coalition dirigée par un autre libéral, Alexander De Croo, suite à un refus de ses partenaires de donner satisfaction à des sans-papiers, plus question, cette fois-ci, d'envisager une crise. « Cela ne résoudrait rien », dit M. Magnette. Confrontée à d'importants soucis budgétaires, à une forte revendication sociale pour une hausse du pouvoir d'achat et à des débats sans fin sur les réformes des retraites et de la fiscalité, la coalition de M. De Croo fait le gros dos.

Alors que des militants de groupes de défense de migrants occupaient son cabinet, lundi 19 décembre, et que des élus d'opposition campaient devant le siège de son parti, M. De Croo a souligné que son gouvernement faisait « des efforts considérables » pour trouver des places d'accueil. Mais pas question, à ce stade, d'envisager un passage à la « phase fédérale de gestion de crise », qui permettrait de réquisitionner des bâtiments, de coordonner une action avec les régions et de mobiliser les personnels nécessaires. François De Smet, le président du parti cen-

triste DéFI, lançait publiquement, à la fin novembre : « Faudra-t-il un mort pour saisir l'urgence du problème ? » Un appel à l'action resté sans suite, l'aile droite du gouvernement estimant que le pays ne pouvait créer un nouvel « appel d'air », la gauche écologiste et socialiste refusant cette fois d'ouvrir une crise aux conséquences imprévisibles.

La relative indifférence de l'opinion, la volonté de ne pas offrir d'arguments supplémentaires à l'extrême droite flamande – créditée de 25 % des intentions de vote – et la perspective d'élections générales en 2024 qui s'annoncent déjà très périlleuses pour les partis au pouvoir frappés d'impopularité : tout cela explique la faible réaction des pouvoirs publics.

« Je veux que personne ne dorme dans la rue », affirme toujours M^{me} de Moor mais, sur le terrain, la situation reste inquiétante. Les membres de Médecins du monde et de Médecins sans frontières, qui opèrent en général dans les zones de conflit, s'occupent désormais de cas de gale ou de diphtérie à Bruxelles. Une association, DoucheFlux, qui offre machines à laver et cabines de douche aux sans-abri, a alerté il y a six mois déjà sur la situation sanitaire déplorable de certains endroits de la ville. Et la Cour européenne des droits de l'homme a, elle aussi, adressé des centaines d'observations à la Belgique. Cela n'a eu, jusqu'ici, aucune conséquence. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

CULTURES MONDE.

du lundi
au vendredi
11H – 12H
Julie Gacon
et Mélanie
Chalandon



L'esprit
d'ouverture.

En partenariat avec
Le Monde

**« Faudra-t-il
un mort pour
saisir l'urgence
du problème ? »**

FRANÇOIS DE SMET
président du parti
centriste DéFI